

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime*

*6 rue du verger*

*CS 40078*

*76192 Yvetot Cedex*

*[www.sdis76.fr](http://www.sdis76.fr)*



## **ARRETE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

-----

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## **SOMMAIRE**

### **ARRETE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Titre</b>
AG-2019-052	24/06/2019	Arrêté portant virement de crédits sur le budget annexe restauration



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

---

**DELIBERATIONS  
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunion du 03 juillet 2019**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Séance	N°	Service instructeur	Titre
03/07/19	DBCA-2019-049	Pôle Financier	Convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'acquisition de matériels et de consommables dans les domaines des risques chimiques et radiologiques
03/07/19	DBCA-2019-050	Pôle Financier	Vente de matériels – mises à prix
03/07/19	DBCA-2019-051	Pôle Compétence humaine	Modifications des tableaux des emplois budgétaires
03/07/19	DBCA-2019-052	Pôle Compétence humaine	Recrutement d'un colonel sur les fonctions de directeur départemental adjoint
03/07/19	DBCA-2019-053	Pôle Compétence humaine	Détermination des taux de promotion d'avancement de grade pour la filière des sapeurs-pompiers professionnels
03/07/19	DBCA-2019-054	Pôle Compétence humaine	Développement d'une filière conduite au sein du Sdis 76
03/07/19	DBCA-2019-055	Pôle Compétence humaine	Convention de mise à disposition ponctuelle de locaux/biens du Sdis 76 au profit de l'association des officiers de la baie de Seine
03/07/19	DBCA-2019-056	Pôle Programmation et soutien techniques	Nouvelle politique immobilière – convention de financement pour la reconstruction du Cis de Malaunay-Montville
03/07/19	DBCA-2019-057	Pôle Programmation et soutien techniques	Nouvelle politique immobilière – convention de financement pour la reconstruction du Cis des Grandes-Ventes

<b>Séance</b>	<b>N°</b>	<b>Service instructeur</b>	<b>Titre</b>
03/07/19	DBCA-2019-058	Pôle Programmation et soutien techniques	Don d'un véhicule de type VTU à l'amicale du Sdis 76
03/07/19	DBCA-2019-059	Pôle Programmation et soutien techniques	Don d'un véhicule de type VSAV à l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime
03/07/19	DBCA-2019-060	Pôle Juridique	Protection sociale – choix de procédure et autorisation



**ARRETE N° AG-2019-052**  
**Portant virement de crédits sur le budget annexe Restauration**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget annexe Restauration pour l'exercice 2019 modifié, et notamment les crédits inscrits en section d'investissement, au compte « 020 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 953,73 € ;
- l'insuffisance de crédits en section d'investissement au compte 275 concernant la caution à verser pour les nouveaux Terminaux de Paiement Electronique (TPE) du service restauration ;

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** : Il est procédé au virement de crédits suivant en section d'investissement du budget annexe pour l'exercice 2019 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en € H.T.
020	DR	Dépenses imprévues	- 180,00 €
275	DR	Matériel non mobile d'incendie et de secours	180,00 €
<b>Total de la décision modificative en section d'investissement</b>			<b>0,00 €</b>

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

**ARTICLE 2** : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

**ARTICLE 3** : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190624-AG-2019-052-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/06/2019

Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

A Yvetot,

Pour le Président et par délégation,  
le Directeur départemental adjoint,  
**Colonel hors classe Marc VITALBO**



N°DBCA-2019-049

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR  
L'ACQUISITION DE MATERIELS ET DE CONSOMMABLES DANS LES DOMAINES  
DES RISQUES CHIMIQUES ET RADIOLOGIQUES**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- *le code de la commande publique, notamment ses articles L2113-6 et L2113-7 relatifs aux groupements de commandes,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\*\*

Suite aux différents échanges entre les responsables techniques des sept Services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) de la zone Nord-Ouest, il a été décidé de mettre en place un groupement de commandes pour l'acquisition de matériels et de consommables dans les domaines des risques chimiques et radiologiques.

Ce groupement de commandes serait composé du Sdis de l'Aisne (Sdis 02), du Sdis de l'Eure (Sdis 27), du Sdis du Nord (Sdis 59), du Sdis de l'Oise (Sdis 60), du Sdis du Pas de Calais (Sdis 62), du Sdis de la Seine-Maritime (Sdis 76) et du Sdis de la Somme (Sdis 80).

Cette démarche doit être formalisée par la signature d'une convention entre les 7 membres composant le groupement de commandes.

La durée de cette convention de groupement est prévue jusqu'à la fin de l'exécution des accords-cadres à bons de commande.

Le Sdis 62 se propose d'être le coordonnateur du groupement. A ce titre, il assurera notamment la préparation de la consultation, l'organisation et le secrétariat de la Commission d'appel d'offres, la signature des accords-cadres ainsi que leur notification, leur reconduction et la passation des avenants éventuels.

La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur du groupement.

Chaque Sdis pourra adhérer à l'ensemble des domaines identifiés ou à certains seulement.

Les accords-cadres seront conclus pour une durée initiale d'un an et pourront être reconduits trois fois.

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- autoriser le Sdis 76 à adhérer au groupement de commandes de la zone Nord-Ouest pour l'acquisition de matériels et de consommables dans les domaines des risques chimiques et radiologiques ;
- autoriser le président à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le projet de convention du groupement de commandes est joint en annexe.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-049-D

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019

Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation





**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

■ ■ ■ ■ ■

## **CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de la commande publique, notamment ses articles L 2113-6 et L 2113-7.

**La présente convention est établie :**

### **ENTRE:**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Pas de Calais,**  
dont le siège se situe au 18 rue Cassin, ZA des Chemins Croisés, BP 20077, 62052  
SAINT LAURENT DE BLANGY Cedex, représenté par M. Alain DELANNOY, Président du  
Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau en date du 8  
juillet 2019,

ci-après désigné le coordonnateur,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Aisne**, dont le siège se situe au xxxxxxxxxxxx, représenté par xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Eure**, dont le siège se situe au xxxxxxxxxxxx, représenté par xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Nord**, dont le siège se situe au 18 rue de Pas, CS 20068, 59028 LILLE Cedex, représenté par M. Jean-René LECERF, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau en date du 18 octobre 2018,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Oise**, dont le siège se situe au 8 avenue de l'Europe, ZAE Beauvais-Tillé, à TILLE (Oise), représenté par M. Eric DE VALROGER, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau en date du 22 octobre 2018,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Seine Maritime**, dont le siège se situe au 6 rue du Verger, CS 40078, 76192 YVETOT Cedex, représenté par M. André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau du Conseil d'Administration en date du 03 juillet 2019,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Somme**, dont le siège se situe au 7 allée du Bicêtre, BP 2306, 80026 AMIENS Cedex, représenté par M. Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du 16 octobre 2018,

ci-après désignés les membres ou les parties,

**Il est convenu ce qui suit,**

### **PREAMBULE**

Les membres du groupement souhaitent mutualiser leurs moyens et compétences pour procéder à la passation d'un marché public afin de bénéficier de l'effet de massification des besoins communs du groupement en matière d'acquisition de matériels et consommables pour les cellules mobiles d'interventions chimiques et radiologiques et de maintenance des matériels.

Dans la présente convention, le terme de marché public désigne chacun des lots de l'accord cadre.

## CONVENTION

### ARTICLE 1 - OBJET

Les parties conviennent de la création d'un groupement de commandes régi par les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, en vue de passer un marché public portant sur : **l'acquisition de matériels et de consommables pour les cellules mobiles d'interventions chimique et radiologique et la maintenance des matériels en service au sein de chacun des membres du groupement.**

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de participation de ses membres.

### ARTICLE 2 - DUREE ET EVOLUTION DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à la date de signature de la présente convention par chacune des parties.

Il prendra fin, à l'issue de tous les marchés publics conclus dans le cadre de la présente convention de groupement, ou dès lors, que par suite du retrait de ses membres, par décision dûment habilitée, le groupement en comportera moins de 3.

Toutefois, les parties demeureront liées jusqu'à épuisement complet des voies de recours relatives aux procédures lancées dans le cadre de ce groupement, ainsi que jusqu'à la fin des instances contentieuses éventuellement ouvertes et pendantes devant les juridictions.

### ARTICLE 3 - DESIGNATION DU COORDONNATEUR DE GROUPEMENT

Le coordonnateur du Groupement est le **SDIS du Pas-de-Calais**.

Les parties conviennent que le siège administratif du groupement de commandes est établi à l'adresse du coordonnateur.

### ARTICLE 4 - CHOIX ET DEVOLUTION DU MARCHE PUBLIC

Les membres du groupement décident que le marché public à conclure dans le cadre de la présente convention sera un ou plusieurs **accords-cadres à bons de commande** auxquels les membres seront partis dans les conditions prévues ci-après.

En outre, le mode de dévolution du marché public sera l'allotissement, étant précisé que chaque partie a la possibilité d'adhérer à un ou plusieurs lots. Dès lors, il lui incombe de notifier au coordonnateur, avant le lancement de la procédure, l'étendue de ses besoins et par la suite sur quel(s) lot(s) elle se positionne.

Les marchés publics allotis seront conclus pour une durée d'une année reconductible trois fois sur décision expresse du coordonnateur dans les conditions prévues à l'article 10.2 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 - COMITE DE PILOTAGE ET DE SUIVI**

Les parties mettent en place un comité de pilotage et de suivi constitué a minima pour chaque SDIS d'un représentant en charge de la gestion des spécialités RCH et RAD, ainsi que d'un représentant en charge de la commande publique.

L'animation du comité de pilotage est assurée par le représentant du coordonnateur ou d'un membre, partie prenante à l'accord cadre.

Le comité se réunit, téléphoniquement ou physiquement, autant que de besoin durant :

- la phase de préparation et de recueil de besoins
- la procédure de passation (dont l'analyse des offres)
- l'exécution du marché public

Les invitations sont adressées par courriels, par l'animateur du comité et accompagnées d'un ordre du jour, et de tout document utile.

Le comité peut progresser informellement. Les échanges peuvent s'effectuer par messagerie électronique et/ou via un espace collaboratif.

## **ARTICLE 6 - MISSIONS DU COORDONNATEUR**

Le SDIS du Pas-de-Calais, coordonnateur, a pour mission de procéder à l'organisation de la procédure de consultation, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique précité, en tenant compte des besoins exprimés par les parties au présent groupement.

A ce titre, il sera tenu de l'organisation de l'ensemble des opérations de passation.

Plus particulièrement, il procédera en concertation avec les membres du groupement :

- à la définition préalable des besoins,
- au choix de la procédure après concertation et validation de tous les membres,
- à la rédaction des pièces (cahiers des charges et pièces administratives) et à leur présentation aux membres en vue d'une validation commune.

Et il aura en charge :

- l'animation du secrétariat du groupement de commande,
- les formalités de publicité,
- les réponses aux éventuelles questions des candidats,
- l'invitation des membres du groupement au comité d'analyse des candidatures et des offres,
- l'organisation de la Commission d'Appel d'Offres et la présentation de l'analyse,
- la sélection des opérateurs économiques,
- l'attribution du marché public,
- l'information des candidats non retenus,
- la gestion de toute question, requête ou contestation qui y est inhérente,
- la signature du marché public pour le compte des autres membres, la transmission au contrôle de légalité, la notification au(x) titulaire(s) puis la transmission des documents aux membres,
- la rédaction et la publication de l'avis d'attribution,

- la transmission de l'accord cadre aux membres du groupement,
- la collecte des documents exigibles du/des titulaire(s) en cours de marché public,
- la gestion des éventuelles modifications du marché public en cours d'exécution (avenants) :
  - information préalable des membres du groupement et sollicitation de leur accord avant toute décision définitive,
  - passation des éventuelles modifications de contrat en cours d'exécution en Commission d'Appel d'Offres,
- le recensement,
- la reconduction des marchés publics pour le compte des membres du groupement après décision de chaque membre sur sa volonté de reconduire ou non les marchés publics,
- la gestion des révisions de prix.

Le coordonnateur est l'interlocuteur privilégié des différents titulaires des marchés publics. Il coordonne les relations des membres du groupement entre eux et avec les fournisseurs sélectionnés. Il recueille les éventuelles réclamations relatives à l'exécution d'un lot et les instruit avec les personnes intéressées. Les autres membres du groupement sont tenus informés des relations entre le coordonnateur et le titulaire du lot en question.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans tout autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement s'engagent à :

- Communiquer les coordonnées concernant les référents participant au comité de pilotage,
- Définir leurs besoins propres,
- Transmettre les informations nécessaires à la rédaction du dossier de consultation des entreprises en fonction des modalités et délais fixés par le coordonnateur,
- Notifier au coordonnateur sur quel(s) lot(s) ils se positionnent,
- Formuler leurs remarques dans les délais impartis,
- Valider le résultat de l'analyse des candidatures et des offres avant attribution,
- Participer au comité de pilotage,
- Exécuter les marchés publics pour les besoins qui les concernent :
  - Passer les bons de commande auprès des titulaires des différents lots,
  - Réceptionner les fournitures,
  - Procéder au règlement,
  - Procéder au décompte de pénalités consécutives à une livraison tardive des fournitures,
  - Répondre aux éventuels intérêts moratoires consécutifs à un règlement tardif des fournitures.

Aucun membre du groupement ne peut accomplir seul aucun autre acte de nature à modifier l'économie du marché public.

En cas de litige avec le(s) titulaire(s) lors de l'exécution du marché public, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice, le coordonnateur pouvant lui apporter une assistance.

Chacun des membres s'engage à transmettre au coordonnateur du groupement toute information relative au marché public dont il aurait connaissance et toute information dont il serait saisi ainsi que tout document utile à la bonne exécution du marché public.

Le coordonnateur en informera les autres membres.

## **ARTICLE 8 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La commission d'appel d'offres compétente pour attribuer le marché public dans le cadre du présent groupement est, conformément à l'article L-1414-3-II du code général des collectivités territoriales, celle du coordonnateur. Le Président de la Commission du coordonnateur invite, sur proposition de chaque membre, un ou plusieurs représentants en raison de sa compétence dans le domaine, avec voix consultative.

La Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est également compétente pour émettre les avis préalables en matière de modification de contrat en cours d'exécution.

## **ARTICLE 9 - CLAUSES FINANCIERES LIEES AU FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur prend en charge les frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement. Aucune participation aux frais de gestion n'est demandée aux autres membres du groupement.

Chaque membre assume les charges relatives à l'intervention de ses propres agents au profit du groupement.

## **ARTICLE 10 - EXECUTION DES MARCHES PUBLICS**

A l'issue de l'attribution, il appartient à chaque membre d'assurer pour ce qui le concerne l'exécution des marchés publics.

### **10.1- Exécution financière**

Chaque membre du groupement inscrit le montant des crédits nécessaires pour la part qui le concerne à son propre budget et assure l'exécution comptable des bons de commande.

Les factures afférentes aux bons de commande seront établies selon la fréquence définie dans les pièces de l'accord cadre à hauteur des prestations réalisées pour chacun des membres du groupement.



Les règlements seront effectués par chaque membre du groupement conformément à ses procédures propres.

Les éventuelles indemnités à devoir au titulaire seront réglées par chacun des membres.

#### 10.2 Modalités de reconduction des marchés publics

Les membres ne souhaitant pas la reconduction, pour ce qui les concerne, d'un un ou de plusieurs lots à l'issue de la période échue, en informeront expressément le coordonnateur en respectant un préavis de six mois.

Le coordonnateur procédera à la reconduction des marchés publics pour le compte des membres du groupement ne s'y étant pas opposés et à la condition qu'ils soient au minimum trois.

### **ARTICLE 11 - RESILIATION D'UN MARCHÉ PUBLIC**

Aucun membre du groupement ne peut résilier seul un marché public conclu dans le cadre de la présente convention.

Sous réserve d'une décision en ce sens des membres du groupement, le coordonnateur pourra résilier un marché public dans le respect des textes susvisés et des stipulations contractuelles applicables (y compris celles du CCAG de référence).

Les éventuelles indemnités à devoir au titulaire consécutivement à la résiliation par les membres du groupement seront réglées par chacun des membres.

### **ARTICLE 12 - RECOURS**

Les recours liés à la passation, en défense comme en demande, sont assurés par le coordonnateur au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Les actions en demande visant à engager la responsabilité contractuelle du titulaire vis-à-vis de l'ensemble des membres du groupement sont décidées à l'unanimité.

Le cas échéant, les modes alternatifs de règlement des litiges sont décidés conjointement par tous les membres du groupement.

Les recours liés au règlement financier des bons de commande passés par tel ou tel membre en son nom propre sont, en demande comme en défense, assurés par le (ou les) membre(s) concerné(s) sans recours possible contre les autres membres. Les éventuelles indemnités et pénalités correspondantes sont à la charge exclusive du membre concerné.

### **ARTICLE 13 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant approuvé par chacun des membres dans les mêmes termes et dans des formes identiques à celles requises pour l'adoption de la convention en elle-même.

La prise d'effet de la modification ne peut intervenir avant que l'ensemble des membres en ait fait approuver le contenu par leurs organes délibérants respectifs.

### **ARTICLE 14 - SORTIE ET DISSOLUTION DU GROUPEMENT**

Les membres d'un groupement peuvent se retirer du groupement de commandes, sous réserve d'en informer préalablement le coordonnateur par lettre recommandée avec accusé de réception et dans le respect des conditions suivantes.

Afin de ne pas pénaliser le fonctionnement du groupement de commandes, le retrait ne pourra intervenir qu'avant le lancement de la consultation, en respectant un préavis d'un mois avant la date de lancement définie.

Le coordonnateur informera les autres membres du groupement de commandes de ce retrait.

### **ARTICLE 15 - LITIGES**

Tout litige pouvant survenir entre les signataires de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Lille.

Les parties s'engagent toutefois à privilégier la recherche de solution amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, elles feront appel à une mission de conciliation dans le cadre des dispositions de l'article L 211-4 du Code de justice administrative.

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais,**

Représenté par le Président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 8 juillet 2019.

**A Saint-Laurent-Blangy, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Alain DELANNOY**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du xxxxxxxxxxxxxxxx,

**A xxxxxxxxxxxx, ,le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx,**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du xxxxxxxxxxxxxxxx,

**A Lille, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Jean-René LECERF**

PROJET

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Oise,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du xxxxxxxxxxxxxxxx,

**A Tillé, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Eric de VALROGER**

PROJET

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 03 juillet 2019,

**A Yvetot, ,le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. André GAUTIER,**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du xxxxxxxxxxxxxx,

**A Amiens, ,le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Stéphane HAUSSOULIER,**



N°DBCA-2019-050

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**VENTE DE MATERIELS – MISES A PRIX**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- la loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*  
\* \*

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

### MATERIELS DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix unitaire initiale *
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 22 roues d'occasion (pneus + jantes)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 23 roues d'occasion (pneus + jantes)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 24 roues d'occasion (pneus + jantes)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
2011000000058	2011	2183	1 lot de 20 stations d'accueil TOSHIBA	STIMPLUS	3 025,80 €	120 €
2014000000035	2014	2183	1 HP Compaq 6305 Pro	UGAP	378,30 €	30 €

\* En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.

\*  
\* \*

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-050-D

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-051

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATIONS DES TABLEAUX DES EMPLOIS BUDGETAIRES**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

### **Effectifs au 1<sup>er</sup> juillet 2019**

#### **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

#### **II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier**

- 2 postes de sergent transformés en postes d'adjudants ;
- 1 poste de caporal transformé en poste de sapeur ;

#### **III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

NEANT

### **Effectifs au 1<sup>er</sup> août 2019**

#### **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire :** néant

- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

## **II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier**

- 1 poste de lieutenant-colonel transformé en poste de colonel ;

## **III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

NEANT

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/07/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 04/06/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 03/07/2019	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	8	0	8	-2	0
A2	Commandant	25			25	23	0	23	-2	1
	Capitaine	30			30	22	0	22	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	8			8	7	0	7	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	36			36	28	0	28	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	29			29	17	0	17	-12	0
C1	Adjudants	214	2		216	214	0	214	-2	0
	Sergents	157		2	155	152	0	152	-3	0
C2	Caporal-chef	65			65	63	0	63	-2	0
	Caporal	294		1	293	285	2	287	-6	0
C3	Sapeur	31	1		32	31	0	31	-1	0
FILIERE SPP hors SSSM		899	3	3	899	850	2	852	-47	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	4	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	8	2	10	-1	0
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	36	-3	0
C	Adjoints Administratifs	95			95	89	2	91	-4	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	128	10	138	-8	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	21	3	24	-4	0
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	28	0	0
C2	Adjoints Techniques*	40			40	37	0	37	-3	0
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	90	10	100	-7	0
TOTAUX		1165	3	3	1165	1080	23	1103	-62	4
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	-1	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	-9	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/08/19			ECART POURVUS / BUDGETAIRES	Mis à disposition
		BCA du 03/07/2019 Effectifs au 01/07/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 03/07/2019 Effectifs au 01/08/2019	Titulaires	Contractuels	Effectif total		
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	0	1		1	0	0	0	-1	0
	Lieutenant Colonel	10		1	9	8	0	8	-1	0
A2	Commandant	25			25	23	0	23	-2	1
	Capitaine	30			30	22	0	22	-8	2
B1	Lieutenant hors classe	8			8	7	0	7	-1	0
B2	Lieutenant 1ère classe	36			36	28	0	28	-8	1
B3	Lieutenant 2ème classe	29			29	17	0	17	-12	0
C1	Adjudants	216			216	214	0	214	-2	0
	Sergents	155			155	151	0	151	-4	0
C2	Caporal-chef	65			65	63	0	63	-2	0
	Caporal	293			293	286	1	287	-6	0
C3	Sapeur	32			32	32	0	32	0	0
FILIERE SPP hors SSSM		899	1	1	899	851	1	852	-47	4
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	4	0	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	-1	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	8	2	10	-1	0
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	36	-3	0
C	Adjointes Administratifs	95			95	89	2	91	-4	0
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	128	9	137	-9	0
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	11	0	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	20	3	23	-5	0
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	28	0	0
C2	Adjointes Techniques*	40			40	34	0	34	-6	0
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	86	10	96	-11	0
TOTAUX		1165	1	1	1165	1077	21	1098	-67	4
	Caporal	8			8	0	0	0	-8	0
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	-1	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	-9	0

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	1
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité....)

N°DBCA-2019-052

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RECRUTEMENT D'UN COLONEL SUR LES FONCTIONS  
DE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours,*
- *l'arrêté du 26 janvier 2017 pris en application de l'article 2 du décret n° 2016-2002 du 30 décembre 2016,*
- *la délibération n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Le Directeur départemental adjoint va faire valoir ses droits à la retraite début 2020. Dans ce cadre, un avis de vacance a été diffusé par la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise. Trois candidatures ont été adressées au Président du Conseil d'administration et au Préfet. Les candidats sont trois élèves colonels inscrits sur liste d'aptitude et n'appartenant pas au Sdis 76 conformément à l'article 6 du décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours.

En effet, seules peuvent être prises en compte les candidatures des officiers ayant satisfait à leurs obligations de formation à l'exclusion des candidatures émanant de ceux qui exercent leurs fonctions dans le service départemental d'incendie et de secours procédant au recrutement, sauf lorsqu'il s'agit d'une demande de reconduction dans les mêmes fonctions.

Une fois choisi par le jury pour occuper les fonctions de directeur départemental adjoint, l'élève-colonel, dans le cadre de son recrutement va donc être détaché pour stage dans le grade de colonel et ce, durant 6 mois. A sa titularisation, l'intéressé sera détaché sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint.

Dans l'objectif d'équilibre financier, il n'est pas prévu de créer un poste supplémentaire d'officier mais il vous est proposé **à titre temporaire et jusqu'à la nomination de l'intéressé sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint**, l'ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier au 1<sup>er</sup> août 2019.

- 1 poste de lieutenant-colonel transformé en poste de colonel.

Le colonel stagiaire recruté en qualité de chef de groupement apportera son expertise dans les domaines ressources humaines et juridique et permettra ainsi de palier temporairement dans l'attente de pourvoir aux postes.

A ce titre, il percevra le régime indemnitaire afférent à un chef de groupement. La délibération n°2016-BCA-28 du 30 mars 2016 relative au régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels n'a pas fixé de régime indemnitaire pour un colonel affecté sur un poste de chef de groupement.

En conséquence, il vous est proposé de fixer le régime indemnitaire comme suit :

- une indemnité de responsabilité de chef de groupement soit 32 % ,
- une IFTS fonction de chef de groupement au taux 5,
- une IFTS intervention/astreinte au taux 2. A ce titre, il occupera l'emploi opérationnel de chef de site.

Au départ du directeur départemental adjoint, le colonel titulaire sera détaché dans les fonctions de directeur départemental adjoint.

\*

\* \*

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à la majorité lors de sa séance du 03 juillet 2019.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-52-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019

Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-053

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DETERMINATION DES TAUX DE PROMOTION D'AVANCEMENT DE GRADE POUR  
LA FILIERE DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

L'article 49 de la loi du 26 janvier 1984 précise que « *le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique* ».

Le taux de promotion s'applique aux fonctionnaires remplissant les conditions d'avancement de grade. Il peut être fixé entre 0 et 100 %. Il correspond à un nombre plafond d'agents pouvant bénéficier d'un avancement. Ce mode de calcul ne s'appliquait pas jusqu'à présent à la filière des sapeurs-pompiers professionnels. La réforme du printemps 2012 a étendu le mode de gestion à certains grades de la filière des sapeurs-pompiers professionnels.

Pour la filière des sapeurs-pompiers professionnels, les taux de promotion d'avancement de grade résultent de la combinaison de deux critères :

- Les quotas opérationnels,

Les articles R. 1424-23-1 et suivants du code général des collectivités territoriales déterminent les quotas opérationnels à partir d'un effectif de référence fixé au 31 décembre de l'année précédente.

Ce quota opérationnel définit le nombre plafond d'agents par grade pour les officiers de catégorie A et par cadre d'emplois pour les sous-officiers et les lieutenants. Afin de permettre une répartition des grades dans le cadre d'emplois des lieutenants, des sous-officiers et des sapeurs et caporaux, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises a précisé qu'un taux de promotion doit être défini pour ces cadres d'emplois.

- Les taux de promotion,

La fin de la période transitoire au 31 décembre 2019 met fin au quota dérogatoire fixé par le décret pour l'avancement au grade de caporal-chef.

Il revient au conseil d'administration, après avis du comité technique de définir le taux de promotion pour les grades suivants : caporal, caporal-chef, adjudant, lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe et lieutenant hors classe.

Il faut rappeler que l'autorité territoriale reste libre de nommer ou non les agents à un grade d'avancement. Elle peut choisir de ne pas inscrire les agents au tableau d'avancement de grade même si les ratios le permettent. Par contre, elle ne pourra procéder aux nominations que dans la limite des ratios fixés par l'assemblée délibérante.

Le Bureau du conseil d'administration a défini le taux de promotion d'avancement au grade de caporal par délibération n° 2017-BCA-52 du 5 juillet 2017.

Pour l'année 2020, il est proposé de fixer un taux de promotion de :

- 100% pour l'avancement au grade de caporal-chef,
- 100% pour l'avancement au grade d'adjudant
- 100% pour l'avancement au grade de lieutenant de 1ère classe,
- 100% pour l'avancement au grade de lieutenant hors classe.

Si l'application de ces taux au nombre de promouvables donne un nombre non entier, ce chiffre est arrondi au nombre entier supérieur.

Il est précisé que le taux de promotion n'engage en rien l'autorité territoriale à nommer ces personnels.

\*

\* \*

Lors de sa séance du 04 juin 2019, le comité technique a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à l'unanimité.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-053-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-054

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DEVELOPPEMENT D'UNE FILIERE CONDUITE AU SEIN DU SDIS 76**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

La sinistralité automobile est depuis quelques années en constante augmentation au sein du Sdis. Elle atteint aujourd'hui des niveaux qui ne sont plus acceptables. En outre, le taux de sinistralité et la gravité de certains incidents (pour la partie matérielle), accidents (pour la partie matérielle et corporelle) et la potentielle gravité de certains presque accidents nous conduit statistiquement vers l'accident grave et irréversible.

C'est dans ce cadre que plusieurs décisions ont été prises au sein du Sdis visant à réduire ce risque. Ces décisions se sont traduites notamment par la diffusion départementale d'un guide des bonnes pratiques pour la prévention des risques routiers et par la diffusion d'une lettre de suites à destination des chefs de groupements visant à mettre en œuvre toutes actions leur paraissant nécessaires et permettant de limiter l'accidentologie routière et la sinistralité. Il a par ailleurs été décidé d'étudier toute mesure disciplinaire visant à sanctionner les agissements dangereux de certains agents concernés par un sinistre.

Ces actions étant nécessaires mais non suffisantes pour lutter contre l'accidentologie routière, il convient de mettre en place les actions visant à piloter une stratégie départementale ayant pour but la baisse de la sinistralité automobile du Sdis et axée sur la création d'un réseau de compétences « conduite » au sein de l'établissement.

\*

\* \*

La création de ce réseau «conduite » au sein du Sdis vise à atteindre plusieurs objectifs :

- améliorer la qualité de la réponse opérationnelle sur le territoire,
- diminuer efficacement la sinistralité et l'accidentologie automobile,
- considérer la conduite comme une filière spécifique autant comme une filière de tronc commun (dans le sens où aujourd'hui elle impacte globalement l'ensemble des sapeurs-pompiers départementaux) qu'une spécialité,
- prendre en compte l'ensemble des problématiques de conduite et de pilotage de l'établissement à savoir : la conduite des véhicules légers, des moyens de secours d'urgences aux personnes, des engins de lutte contre l'incendie, des engins spéciaux, des moyens élévateurs aériens, des moyens nautiques et des engins de manutention,
- identifier les acteurs de terrain au sein des unités opérationnelles assurant les rôles de référents, animateurs, accompagnateurs de proximité et formateurs en matière de conduite, et ce, au profit de l'unité et de l'école départementale,
- créer des éléments observables de résultats à court, moyen et long terme en échelonnant la mise en œuvre de la démarche et en construisant un système d'amélioration continue des performances.

Cette démarche doit pouvoir s'intégrer dans la définition actuelle des politiques de l'établissement et de ses axes stratégiques associés et devra donc s'adapter à l'évolution de la construction du projet d'établissement actuellement en cours au sein du Sdis. Cette démarche se veut donc adaptable.

\*  
\* \*

En termes d'actions concrètes et dont la mise en place sera immédiate, les dispositions suivantes sont proposées :

- identifier au sein de l'établissement un conseiller technique départemental « conduite ». Missionné en plus de ses fonctions et d'un niveau cadre intermédiaire (officier, catégorie A ou B ou à défaut adjudant s'orientant à court terme vers les grades d'officiers), il constituera la tête du réseau conduite et aura la charge :
  - o de créer un réseau d'acteurs locaux chargés de la mise en œuvre des actions en matière de conduite,
  - o de faire preuve de proactivité et d'innovation pour la recherche de solutions visant à lutter contre la sinistralité,
  - o d'être un interlocuteur privilégié des acteurs de la formation, des opérations, du technique et des unités territoriales pour la déclinaison de ces actions.
- créer, au sein de l'établissement, un poste de conseiller technique départemental adjoint « conduite » à un grade de sous-officier de sapeurs-pompiers professionnels. Poste à temps complet au sein du Sdis, compte tenu des enjeux actuels en la matière, ce dernier sera chargé de mettre en place les dispositions techniques et logistiques visant à répondre aux missions du conseiller technique départemental. Il sera un acteur clef de la formation des personnels du corps départemental dans le domaine de la conduite.

Pour répondre à cet objectif, un poste vacant de sous-officier de sapeur-pompier professionnel au groupement technique est affecté au groupement formation et activités physiques pour le poste de conseiller technique départemental adjoint « conduite ». Parallèlement un poste du cadre d'emploi des adjoints techniques est créé pour le groupement technique et logistique.

\*  
\* \*

Lors de sa séance du 04 juin 2019, le comité technique a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à l'unanimité.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-054-D

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**





N°DBCA-2019-055

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PONCTUELLE DE LOCAUX / BIENS  
DU SDIS 76 AU PROFIT DE L'ASSOCIATION DES OFFICIERS DE LA BAIE DE SEINE**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*  
\* \*

Dans le cadre du 9<sup>ème</sup> raid des réserves en Normandie organisé par l'association des officiers de la baie de Seine, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a été sollicité pour organiser ce raid composé de trois épreuves (parcours tactique AIR SOFT, intervention dans bâtiment d'exercice et sortie d'un suspect d'un véhicule) sur le site du centre de formation d'incendie et technique de Tourville-la-Rivière.

Cette convention est conclue pour la journée du samedi 14 septembre 2019. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-055-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



# **CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PONCTUELLE DE LOCAUX/BIENS DU SDIS 76 AU PROFIT DE L'ASSOCIATION DES OFFICIERS DE LA BAIE DE SEINE**

**ENTRE :**

**L'ASSOCIATION DES OFFICIERS DE LA BAIE DE SEINE**, dont le siège est 4 impasse  
des jardinets – 76930 OCTEVILLE SUR MER

**« l'AOBS »**

Représentée par le lieutenant-colonel de réserve Eric LEMAITRE, Président,

d'une part,

**ET**

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-  
MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX

**« le Sdis 76 »**

Représenté par monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – Objet de la présente convention**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux/biens au sein du centre de formation d'incendie et technique situé départementale 7 à Tourville la Rivière appartenant au Sdis 76. Le Sdis 76 consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux/biens à titre gracieux, afin que l'AOBS puisse organiser les épreuves du 9<sup>ème</sup> raid des réserves en Normandie.

## **ARTICLE 2 – Objet**

Le Sdis 76 agissant dans les droits du propriétaire des locaux/biens, objet de la présente convention, met à la disposition de l'AOBS des locaux/biens aménagés et adaptés à leur raid dont l'objectif est d'organiser les trois épreuves suivantes :

- parcours tactique AIR SOFT,
- intervention dans bâtiment d'exercice,
- sortie d'un suspect d'un véhicule.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

## **ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès**

Les utilisateurs sont des membres de la réserve opérationnelle des armées et de la gendarmerie.

Le nombre de participants sera de 50 maximum.

## **ARTICLE 4 – Utilisation des biens mis à disposition et accès**

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens seront préalablement définies conjointement avec le lieutenant hors classe Emmanuel MENDY 06.62.93.87.56, afin de pas interférer dans l'activité principale du Sdis 76 et de permettre le déroulement dans les meilleures conditions.

Un représentant du groupement Formation et activités physiques sera présent sur place.

L'AOBS ne pourra employer les locaux/biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le Sdis 76 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

## **ARTICLE 5 – Obligations et engagements des parties**

L'AOBS est responsable du bon déroulement de l'utilisation des locaux/biens. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux/biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

L'AOBS devra informer le Sdis 76 de tout sinistre ou dégradation, se produisant dans les locaux/biens mis à disposition, dès lors qu'il résulte d'utilisation anormale des locaux/biens mis à disposition.

En cas de dégradations, de sinistre ou d'utilisation anormale des locaux/biens mis à disposition, l'AOBS supportera le coût de la remise en état, sur présentation des factures ou mémoires correspondants par le Sdis 76.

Concernant l'entretien :

- le Sdis 76 assure l'entretien des locaux/biens mis à disposition durant la durée de la convention.

Fluides :

- le Sdis 76 prend en charge tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

#### **ARTICLE 6 – Description de la prestation**

La prestation fournie par le Sdis 76 comprend :

- le chemin tracé dans la partie boisée du site,
- la mise à disposition d'un véhicule qui dispose d'une portière en bon état sans débris de verre au niveau du siège conducteur,
- l'accès au bâtiment d'exercice,
- une zone de parking pour 25 véhicules maximum,
- l'accès aux toilettes,
- un bureau à l'accueil comme PC,
- un hangar en cas de forte pluie,
- un mannequin feu,
- le barbecue avec mise en sécurité en quittant les lieux.

#### **ARTICLE 7 – Dispositions administratives**

L'AOBS prendra les locaux/biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Cas échéant :

- le Sdis 76 aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances se rapportant à l'espace occupé.

#### **ARTICLE 8 – Dispositions financières**

La mise à disposition de locaux/biens dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

#### **ARTICLE 9 – Durée de la convention**

La présente convention est établie pour la journée du 14 septembre 2019.  
Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 2 mois.

#### **ARTICLE 10 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé dans un délai de 5 jours avant le début de la mise à disposition des locaux/biens.

#### **ARTICLE 11 - Assurance et responsabilité**

L'AOBS est responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de l'organisation de ce raid auprès de ses membres.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, et dégage par avance toute responsabilité du Sdis 76 en cas d'accident survenant aux participants.

#### **ARTICLE 12 - Règlement des litiges et attribution de compétence**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, en deux exemplaires originaux, le

Le Président de l'association des officiers  
de la baie de Seine,

Le Président du Conseil d'administration  
du service départemental d'incendie  
et de secours de la Seine-Maritime,

**Lieutenant-colonel de réserve Eric LEMAITRE**

N°DBCA-2019-056

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**NOUVELLE POLITIQUE IMMOBILIERE – CONVENTION DE FINANCEMENT POUR  
LA RECONSTRUCTION DU CIS DE MALAUNAY-MONTVILLE**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière.*

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) va procéder à la reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Malaunay-Montville.

Suite aux négociations menées par le Président du Conseil d'administration, la Ville de Montville a accepté d'intervenir au financement de cette opération.

Les bâtiments d'implantation du nouveau Cis seront apportés par la Ville de Montville dans le cadre d'une cession à l'euro symbolique.

Le montant total de l'opération (réhabilitation du bâtiment existant, réalisation des études et des travaux, acquisition des mobiliers) est estimé à 5 467 114,00 € TTC.

Il est proposé d'autoriser le président à signer la convention jointe en annexe, qui précise les engagements de chaque partie, conformément à la convention type approuvée par le Conseil d'administration.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-056-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**





**CONVENTION ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE  
SECOURS DE SEINE-MARITIME ET LA COMMUNE DE MONTVILLE**

**TRANSFERT DU CIS AU SEIN DE L'ANCIEN SITE INDUSTRIEL « LEGRAND »  
DE MONTVILLE**

**Entre :**

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME** dont le siège est situé 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT  
CEDEX,

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil  
d'Administration du Sdis et conformément à l'arrêté n°2015 / AGAJ – 53 portant désignation  
du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de  
la Seine- Maritime,

Ci-après dénommé « Sdis76 »,

d'une part,

**ET**

**LA COMMUNE DE MONTVILLE** dont le siège est situé 21, place du Général  
Leclerc - 76710 MONTVILLE,

Représentée par Madame Myriam TRAVERS, agissant en qualité de Maire et  
conformément à la délibération du Conseil municipal n° 2018-050 en date du 11 septembre  
2018,

Ci-après dénommée « La Ville de Montville»,

d'autre part,

Vu la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental  
d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la  
Nouvelle Politique Immobilière ;

Vu la délibération 2019-BCA-... du Bureau du conseil d'administration du Service  
départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 4 juin 2019 portant sur  
la reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Montville ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention définit les engagements des parties et organise les modalités de participation de la Ville de Montville au financement de l'opération de reconstruction du Cis de Malaunay-Montville.

Sa mise en œuvre est conditionnée à la maîtrise foncière par le Sdis 76 du terrain et des bâtiments conservés dans le cadre de la cession à l'euro symbolique par la Ville de Montville au bénéfice du Sdis76. Le cas échéant, cette cession pourra être organisée par une convention de portage foncier sous l'égide de l'Établissement Public Foncier de Normandie.

## **ARTICLE 2 – Terrain d'assiette et nature de l'opération**

L'opération consiste en la relocalisation du Cis de Malaunay-Montville dans une partie des bâtiments composant l'ancien site industriel « Legrand » localisé rue Lepicard à Montville. Elle vise à l'amélioration de la couverture opérationnelle du secteur. Dans la classification de la nouvelle politique immobilière du Sdis76, le Cis initialement de type A évoluera en type C permettant l'accueil d'une garde de 12h. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- accueil de sapeurs-pompiers professionnels et/ou volontaires sur des gardes de 12h,
- présence d'une section de jeunes sapeurs-pompiers (JSP)

Les bâtiments seront réhabilités et adaptés à une activité de secours. Ils sont identifiables sur le plan masse annexé à la présente convention et sont implantés sur les parcelles suivantes :

- parcelle AK 361 p,
- parcelle AK 554 p,
- parcelle AK 557 p,

Ils portent les numéros 23, 24 et 25.

La Ville de Montville s'engage :

- à céder à l'€ symbolique le site dès lors qu'elle en aura acquis la propriété,
- à démolir une travée d'un bâtiment ancien implanté sur la parcelle AK 361 p,
- à créer une voie d'accès secondaire,
- à clôturer le site d'implantation du nouveau Cis,
- à assurer la desserte de la parcelle en termes de réseaux

Sous réserve des modifications d'arpentage, la superficie totale du futur Cis est de 5 800 m<sup>2</sup> environ dont 2 590 m<sup>2</sup> de surface bâtie. Suite à l'évaluation réalisée par France domaine, le sous-ensemble du site destiné à recevoir le Cis est estimé à 1 000 000 € (un million d'euros).

Au regard de l'Étude Quantitative des Risques Sanitaires établie par le cabinet IFC environnement et du rapport en date du 17 juillet 2015 portant les références INV 150671D, le site est réputé d'usage conforme avec le projet envisagé.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé 5 467 114.00 € TTC tel que détaillé dans l'annexe financière jointe à la présente convention. Son financement est assuré comme suit :

- apport de la Ville de Montville : 1 369 014 €
- FCTVA : 672 252,32 €
- Conseil départemental 76 : 341 508,33 €
- Participation du SDIS : 3 084 339,34 €

Tenant compte de la valorisation financière et du montant des travaux à la charge de la ville de Montville, aucune subvention complémentaire ne sera sollicitée de sa part pour le financement de l'opération par le Sdis76.

### **ARTICLE 3 – Montant de la subvention pour la tranche travaux**

Sans objet

### **ARTICLE 4 – Modalités de versement**

Sans objet

### **ARTICLE 5 – Engagements du Sdis 76**

Le Sdis 76 s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
- à solliciter la désignation d'un représentant de la Ville de Montville, ayant vocation à intégrer le jury de désignation du Maître d'œuvre,
- à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

### **ARTICLE 6 – Communication**

Le Sdis76 s'engage à valoriser le concours de la Ville de Montville, notamment lors des opérations de communication externe, selon les modalités suivantes :

- intégration, de façon lisible et apparente, du logotype de la Ville de Montville (signalétique ponctuelle ou permanente, panneaux de chantier, affiches, dossiers de presse, panneaux d'exposition, mailing, internet...),
- mention, lors de toute opération de communication relative au projet déterminé à l'article 1<sup>er</sup> du soutien de la Ville de Montville (pose de première pierre, inauguration, opération presse et de relations publiques notamment), invitation des représentants de la Ville de Montville à ces opérations,
- prise de parole lors des opérations de communication susvisées, dans le respect du protocole républicain.

Le Sdis 76 autorise, par ailleurs, la Ville de Montville à citer le projet subventionné dans sa communication interne ou externe.

Le Sdis 76 s'interdit d'utiliser son image et celle de la collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image de la ville de Montville.

#### **ARTICLE 7- Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin à compter de l'inauguration du Cis.

#### **ARTICLE 8 - Avenants**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale, ne peut lier les parties à cet effet.

#### **ARTICLE 9 - Litiges**

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe de droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Rouen est, en ce cas, le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, le

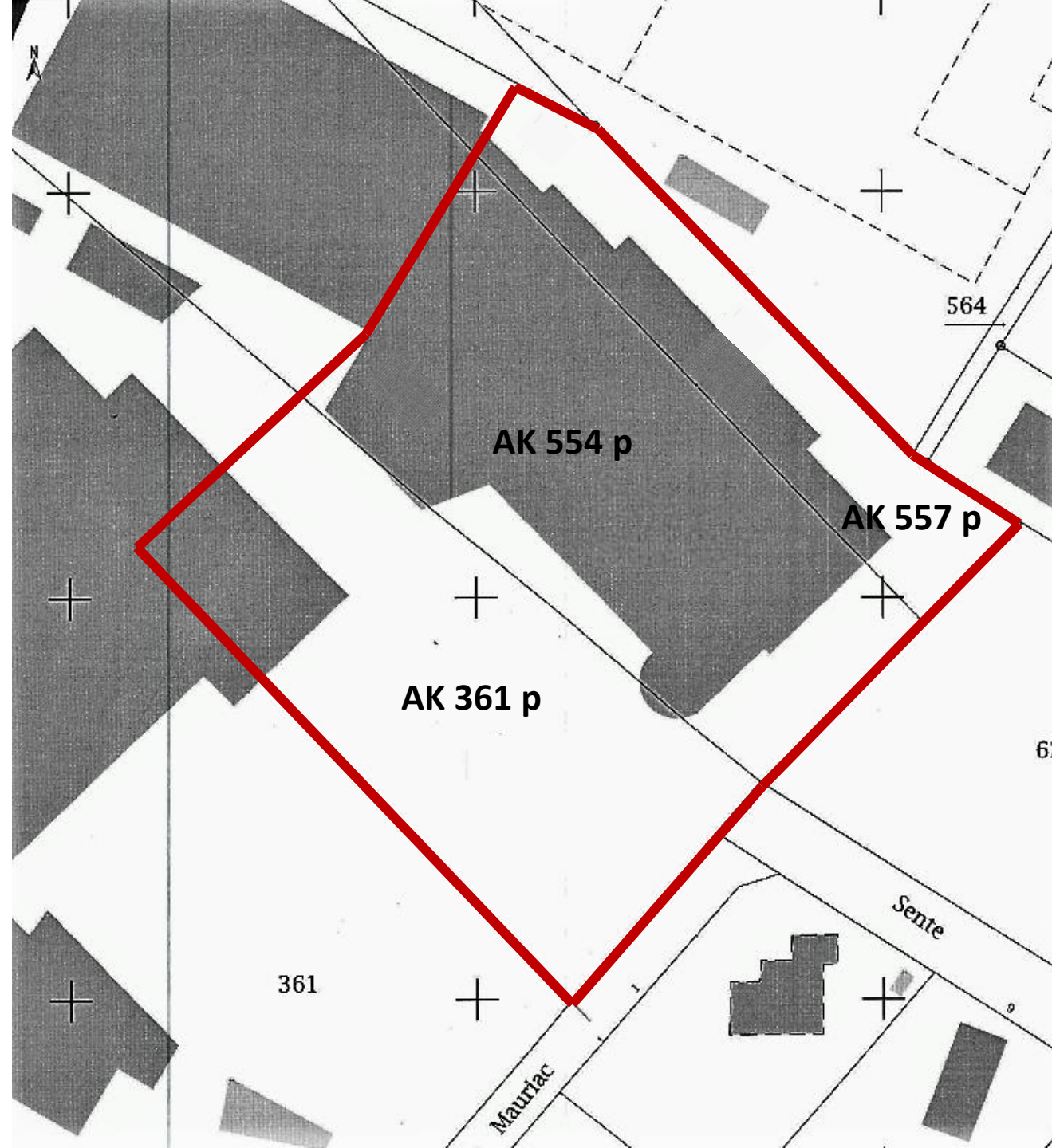
Pour la Ville de Montville,  
Le Maire,

Pour le Service départemental d'incendie et  
de secours de la Seine-Maritime,  
Le Président du Conseil d'administration,

**Myriam TRAVERS**

**André GAUTIER**

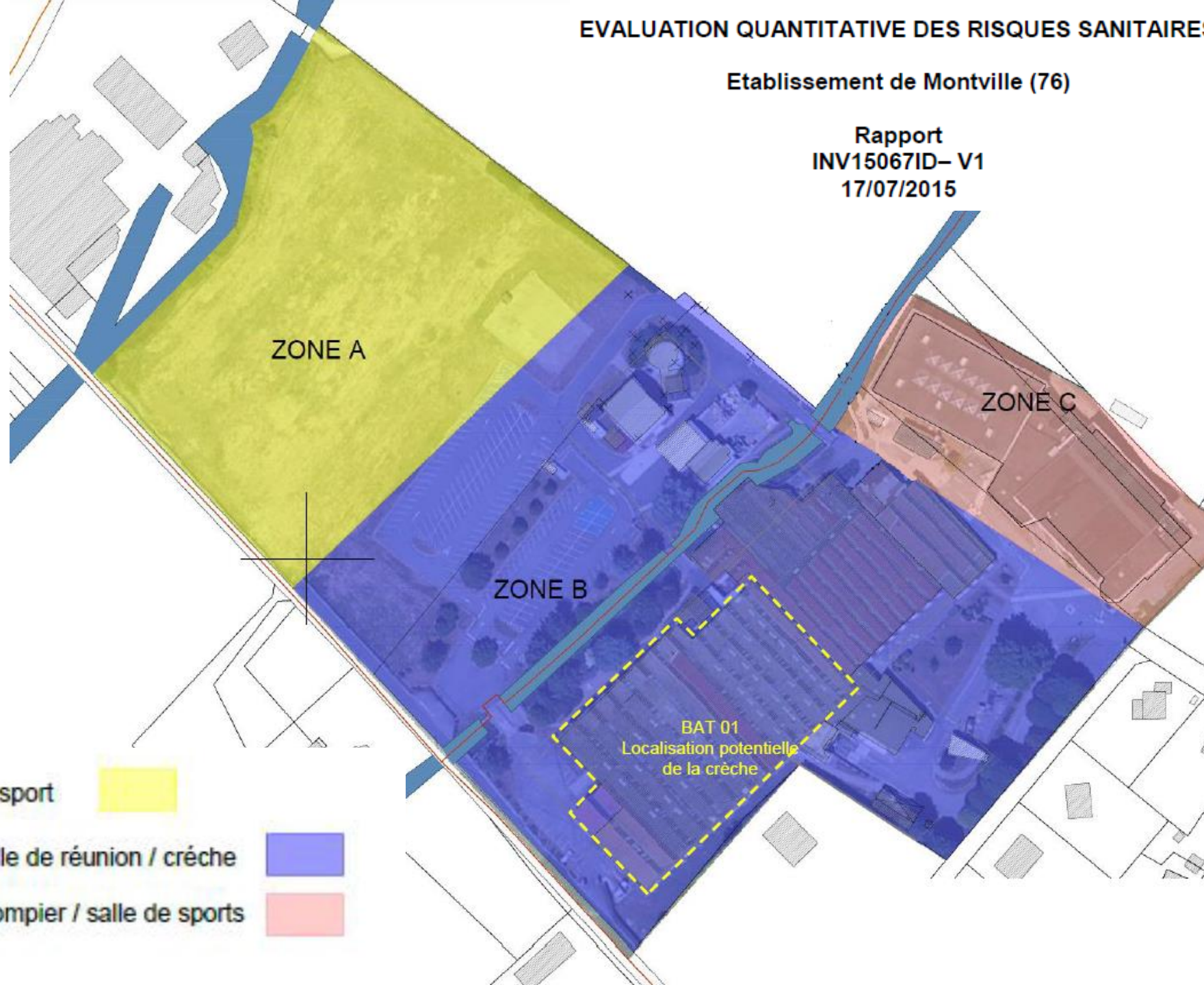
DEPENSES	MONTANT TTC	% de l'opération totale	RECETTES	MONTANT	% de l'opération totale
Valeur foncière du terrain (suivant estimation France Domaine en cas de cession ou toute méthode d'évaluation en cas de cession antérieure)	1 000 000,00 €	18,29%	Apport de la Ville de Montville valorisé	1 369 014,00 €	25,04%
Frais de viabilisation (étude d'urbanisme pré-opérationnelle, étude de démolition, de dépollution et de zone humide, construction de voirie et réseaux, etc...)	237 014,00 €	4,34%			
Frais de démolition d'un bâtiment situé sur l'emprise du site	132 000,00 €	2,41%			
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>1 369 014,00 €</b>	<b>25,04%</b>	<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>1 369 014,00 €</b>	<b>25,04%</b>
Etudes préliminaires/Frais de concours	80 000,00 €	1,46%	FCTVA (16,404% des dépenses de la tranche travaux TTC)	672 252,32 €	12,30%
Maîtrise d'œuvre et bureau d'études	470 000,00 €	8,60%			
Travaux (dont équipements)	3 280 000,00 €	60,00%	Conseil départemental (10% des dépenses de la tranche travaux HT)	341 508,33 €	6,25%
			Participation du SDIS	3 084 339,34 €	56,42%
Divers et imprévus	268 100,00 €	4,90%			
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>4 098 100,00 €</b>	<b>74,96%</b>	<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>4 098 100,00 €</b>	<b>74,96%</b>
<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>5 467 114,00 €</b>	<b>100,00%</b>	<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>5 467 114,00 €</b>	<b>100,00%</b>







Rapport  
INV15067ID- V1  
17/07/2015



ZONE A : terrain de sport

ZONE B : atelier / salle de réunion / crèche

ZONE C : caserne pompier / salle de sports



— Bâtiment à démolir



N°DBCA-2019-057

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**NOUVELLE POLITIQUE IMMOBILIERE – CONVENTION DE FINANCEMENT POUR  
LA RECONSTRUCTION DU CIS DES GRANDES-VENTES**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière.*

\*  
\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) va procéder à la reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) Des Grandes-Ventes.

Le montant total de l'opération (aménagement du terrain, réalisation des études et des travaux, acquisition des mobiliers) est estimé à 2 555 670,00 € TTC hors frais d'acte d'acquisition et de viabilisation du terrain.

Suite aux négociations menées par le président du Conseil d'administration, la commune Des Grandes-Ventes a accepté d'intervenir au financement de cette opération.

Le terrain d'implantation du nouveau Cis sera apporté par la ville Des Grandes-Ventes dans le cadre d'une cession à l'euro symbolique au bénéfice du Sdis76.

La commune Des Grandes-Ventes va accorder au Sdis 76 une subvention d'investissement de 250 000 € pour participer au financement de la tranche travaux hors taxe de l'opération. Cette subvention est susceptible d'être révisée pour tenir compte des apports complémentaires de financement délibérés par d'autres communes postérieurement à celui de la commune Des Grandes-Ventes.

De plus, le Sdis 76 entend rétrocéder le Cis actuel (bâtiment et terrain d'assiette) à la commune à l'euro symbolique lorsqu'il cessera toute activité opérationnelle. La cession interviendra dans le cadre d'un acte distinct à la présente convention de financement.

Il est proposé d'autoriser le président à signer la convention jointe en annexe, qui précise les engagements de chaque partie, conformément à la convention type approuvée par le Conseil d'administration ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-057-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**André GAUTIER**



**CONVENTION ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE  
SECOURS DE SEINE-MARITIME ET LA COMMUNE DES GRANDES VENTES  
POUR LA RECONSTRUCTION DU CIS DES GRANDES VENTES**

**Entre :**

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est situé 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX,

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration du Sdis et conformément à l'arrêté n°2015 / AGAJ – 53 portant désignation du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine- Maritime,

Ci-après dénommé « Sdis 76 »,

d'une part,

**ET**

**LA COMMUNE DES GRANDES-VENTES** dont le siège est situé 3, place de l'Hôtel de Ville - 76 950 LES GRANDES-VENTES,

Représentée par Monsieur Nicolas BERTRAND, agissant en qualité de Maire et conformément à la délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2019,

Ci-après dénommée « La commune Des Grandes-Ventes »,

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « les Parties »,

Vu la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) ;

Vu la délibération ..... du Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 3 juillet 2019 portant sur la reconstruction du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) Des Grandes-Ventes ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 - Objet de la convention**

La présente convention définit les engagements des Parties et prévoit les modalités de participation de la ville Des Grandes-Ventes au financement de l'opération de reconstruction du CIS Des Grandes-Ventes.

## **ARTICLE 2 - Terrain d'assiette et nature de l'opération**

Le Sdis76 ne participera au financement des opérations qu'à la condition de maîtriser l'emprise foncière servant d'assiette aux travaux.

Le terrain d'implantation du nouveau CIS Des Grandes-Ventes est envisagé sur la parcelle AL 60, identifiable sur le plan masse annexé à la présente convention (annexe n° 2).

D'une superficie totale de 4 720 m<sup>2</sup> et propriété de la commune Des Grandes-Ventes, cette parcelle fera l'objet d'un nouvel arpentage pour extraire de son assiette l'emprise soumise à une servitude de passage d'un oléoduc au bénéfice de la société TRAPIL.

En outre, ce terrain devra être viabilisé, nivelé, relié au réseau d'assainissement et dépollué le cas échéant.

Ce terrain sera cédé à l'euro symbolique par de la communes Des Grandes-Ventes au bénéfice du Sdis76 avant démarrage de la tranche travaux de l'opération.

Cette opération consiste en la reconstruction du CIS Des Grandes-Ventes (type A dans la classification NPI du Sdis76) pour accueillir, dans des locaux adaptés aux activités de secours, des sapeurs-pompiers volontaires en astreinte.

La maîtrise d'ouvrage des travaux est portée par le Sdis76.

Le montant total de cette opération est estimé à 2 555 670,00 € TTC, hors frais d'acte d'acquisition et de viabilisation du terrain (en cours d'estimation), tel que détaillé dans l'annexe financière jointe à la présente convention (annexe n° 1).

## **ARTICLE 3 – Montant de la subvention pour la tranche travaux**

La subvention de la commune Des Grandes-Ventes pour la réalisation de la tranche travaux de l'action visée à l'article 1<sup>er</sup> s'élève au maximum à 250 000 € (cette somme pouvant être révisée par avenant pour tenir compte des apports de financement délibérés par d'autres membres du bloc communal postérieurement à celui de la commune Des Grandes-Ventes).

La subvention s'élève donc à 12 % des dépenses prévisionnelles de la tranche de travaux hors taxes.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est supérieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention sera plafonnée au montant indiqué au premier alinéa du présent article.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est inférieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention sera calculée au prorata du budget définitif.

#### **ARTICLE 4 – Modalités de versement**

La subvention sera versée sur un compte ouvert au nom du Sdis 76 qui s'engage à fournir un RIB de ce compte, dès la notification de la présente convention.

Elle sera appelée par la Sdis 76 dans les conditions suivantes :

- 3 acomptes au fur et à mesure du déroulement de la tranche travaux calculés sur la base du montant prévisionnel de cette tranche et sans pouvoir dépasser 75 % de la subvention d'équipement allouée,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses réalisées (objet, numéro de mandat), conformément au projet défini à l'article 1<sup>er</sup>, certifié exact par le Président du Conseil d'administration du Sdis ou son représentant.

Si le montant de subvention calculé au prorata des dépenses est inférieur au montant du ou des acompte(s) versé(s), un titre de recettes sera émis à l'encontre du Sdis 76 pour le montant trop perçu.

#### **ARTICLE 5 – Engagements du Sdis 76**

Le Sdis 76 s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
- à solliciter la désignation d'un représentant unique pour l'ensemble de parties extérieures finançant l'opération, ayant vocation à intégrer le jury de désignation du Maître d'œuvre,
- à fournir, sur demande et au fur et à mesure du versement des acomptes de la subvention, tel que prévu à l'article 4, toutes pièces justificatives de l'utilisation de la subvention, conformément aux actions prévues à l'article 1<sup>er</sup>,
- à faciliter le contrôle par la commune Des Grandes-Ventes ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

#### **ARTICLE 6 – Communication**

Le Sdis76 s'engage à valoriser le concours de la commune Des Grandes-Ventes, notamment lors des opérations de communication externe, selon les modalités suivantes :

- intégration, de façon lisible et apparente, du logotype de la commune Des-Grandes Ventes (signalétique ponctuelle ou permanente, panneaux de chantier, affiches, dossiers de presse, panneaux d'exposition, mailing, internet...)
- mention, lors de toute opération de communication relative au projet déterminé à l'article 1<sup>er</sup> du soutien de la commune Des Grandes-Ventes (pose de première pierre,

- inauguration, opération presse et de relations publiques notamment), invitation des représentants de la commune Des Grandes-Ventes à ces opérations,
- prise de parole lors des opérations de communication susvisées, dans le respect du protocole républicain.

Le Sdis 76 autorise, par ailleurs, la commune Des Grandes-Ventes à citer le projet subventionné dans sa communication interne ou externe.

Le Sdis 76 s'interdit d'utiliser son image et celle de la collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image de la commune Des Grandes-Ventes.

### **ARTICLE 7- Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties. Elle prend fin à compter de l'encaissement du solde de la subvention accordée.

### **ARTICLE 8 - Avenants**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale, ne peut lier les parties à cet effet.

### **ARTICLE 9 - Litiges**

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe de droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Rouen sera, en ce cas, le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, le

Monsieur le Maire Des Grandes-Ventes,

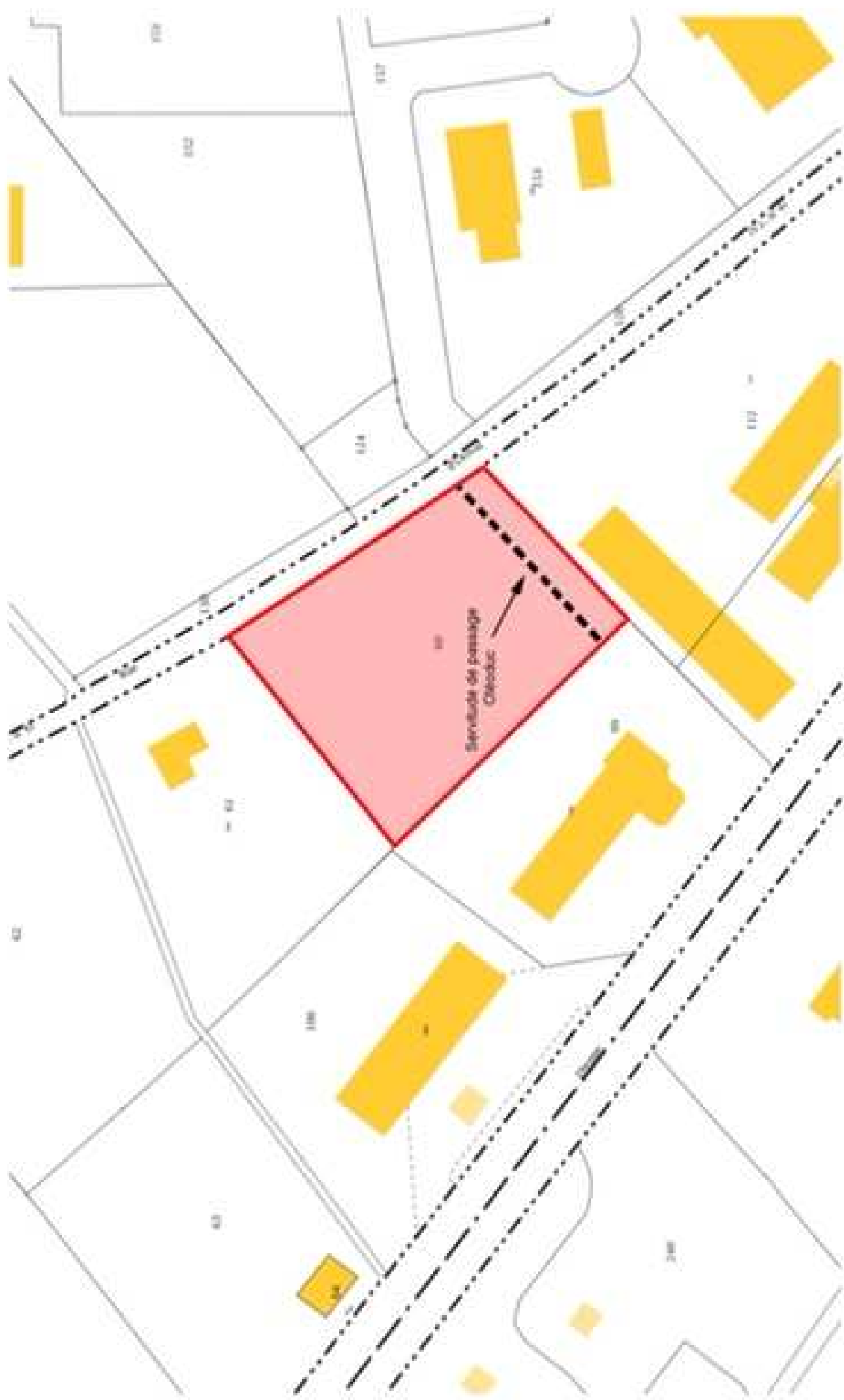
Pour le Service départemental d'incendie et  
de secours de la Seine-Maritime,  
Le Président du Conseil d'administration,

**Nicolas BERTRAND**

**André GAUTIER**

DEPENSES	MONTANT TTC	% de l'opération totale	RECETTES	MONTANT	% de l'opération totale
Valeur foncière du terrain (suivant acte d'acquisition du 17 décembre 2018 pour la totalité de la parcelle, soit 4 720 m2) Valeur à proratiser proportionnellement à la surface cédée après nouvel arpentage	43 670,00 €	2%	Apport de la Commune Des Grandes-Ventes (à redimensionner après arpentage et estimation des frais de viabilisation)	43 670,00 €	2%
Frais de viabilisation	En cours d'estimation				
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>43 670,00 €</b>	<b>2%</b>	<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>43 670,00 €</b>	<b>2%</b>
Etudes préliminaires	25 000,00 €	1%	Commune Des Grandes-Ventes (montant dont la répartition pourrait être modifiée par avenant conformément à l'article 3 de la convention)	250 000,00 €	10%
Maîtrise d'œuvre et bureau d'études	300 000,00 €	12%	FCTVA (16,404% des dépenses de la tranche travaux TTC)	412 068,48 €	16%
Travaux (dont équipements)	2 000 000,00 €	78%	Conseil départemental (10% des dépenses de la tranche travaux HT)	209 333,33 €	8%
Divers et imprévus	187 000,00 €	7%	Participation du SDIS	1 640 598,19 €	64%
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>2 512 000,00 €</b>	<b>98%</b>	<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>2 512 000,00 €</b>	<b>98%</b>
<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>2 555 670,00 €</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>2 555 670,00 €</b>	<b>100%</b>





N°DBCA-2019-058

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DON D'UN VEHICULE DE TYPE VTU A L'AMICALE DU SDIS 76**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1311-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- le décret des pièces justificatives 2016-33 du 20 janvier 2016,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*  
\* \*

L'Amicale du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) met à disposition de ses adhérents un véhicule de type Véhicule Tout Usage (VTU) depuis de nombreuses années.

Afin de permettre le remplacement de ce véhicule devenu obsolète et dont les réparations s'avèreraient trop onéreuses, le Président de l'Amicale du Sdis 76 a sollicité auprès du service le don d'un nouveau véhicule.

Il est proposé d'approuver le don à l'Amicale du Sdis 76 du VTU suivant :

N° inventaire comptable	Année	Marque - modèle	Immatriculation	Kms	Prix d'acquisition	Valeur nette comptable
9820	1998	Peugeot Boxer	4827 SB 76	46 537	46 923,09 €	0,00 €

Les frais de transfert, ainsi que l'ensemble des futurs frais de gestion de ce véhicule, sont laissés à l'entière charge de l'Amicale du Sdis76.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
076-287600019-20190703-DBCA-2019-058-DE

Accusé certifié exécutoire  
Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-059

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DON D'UN VEHICULE DE TYPE VTU A L'UNION DEPARTEMENTALE DES  
SAPEURS-POMPIERS DE SEINE-MARITIME**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1311-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- le décret des pièces justificatives 2016-33 du 20 janvier 2016,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

L'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime (Udsp 76) utilise depuis de nombreuses années un véhicule de type ambulance pour ses activités associatives et ses actions de formation, notamment dans le cadre de la préparation et des épreuves du baccalauréat professionnel « métiers de la sécurité ».

Afin de permettre le remplacement de ce véhicule devenu vétuste, le Président de l'Udsp 76 a sollicité auprès du service le don d'un Véhicule de Secours et d'Assistance à Victimes (VSAV).

Il est proposé d'approuver le don à l'Udsp 76 du VSAV suivant :

N° inventaire comptable	Année	Marque - modèle	Immatriculation	Kms	Prix d'acquisition	Valeur nette comptable
2008000000119	2008	RENAULT MASTER 2	860 ADH 76	171 566	69 686,21 €	0,00 €

Les frais de transfert, ainsi que l'ensemble des futurs frais de gestion de ce véhicule, sont laissés à l'entière charge de l'Udsp 76.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-059-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-060

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PROTECTION SOCIALE – CHOIX DE PROCEDURE ET AUTORISATION**

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 22 bis,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2,*
- *le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents.*

\*

\*\*

Conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. Sont éligibles, au titre des risques santé et / ou prévoyance, les contrats et règlements répondant à des critères sociaux de solidarité proposés par des mutuelles, des institutions de prévoyance et des entreprises d'assurance légalement établies en France.

Les risques concernés pour lesquels les employeurs publics territoriaux peuvent apporter leur participation sont :

- *Le risque santé, qui garantit toute atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité. Le contrat de protection santé a en effet pour but de rembourser tout ou partie des dépenses de santé non couvertes par l'assurance maladie obligatoire,*
- *Le risque prévoyance garantissant les risques liés à l'incapacité, l'invalidité et au décès.*

Deux solutions pour aider les agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire sont offertes aux employeurs publics territoriaux :

- *Aider les agents qui auront souscrit un contrat ou adhéré à une mutuelle ou à une institution de prévoyance, dont le caractère solidaire aura été préalablement vérifié au niveau national dans le cadre d'une procédure spécifique de labellisation.*
- *Conclure une convention de participation pour une durée de six ans, avec une mutuelle ou une institution de prévoyance, après avis d'appel public à la concurrence, pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la loi.*

L'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents et si l'aide apportée par les employeurs publics territoriaux n'est pas obligatoire, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a souhaité apporter son soutien à ses agents sur les risques santé et prévoyance.

Pour mémoire, le Sdis 76 intervient déjà à ce titre depuis 2013 par le biais d'un contrat de groupe sans participation financière pour le risque santé et d'une convention de participation pour le risque prévoyance pour un coût estimé à 160 000 €. Les contrats santé et prévoyance actuellement en cours seront échus au 31 décembre 2019.

Aussi, le Sdis 76 a souhaité dans le cadre du renouvellement de la protection sociale complémentaire des agents être accompagné par le cabinet ACE Consultants. Le diagnostic réalisé par le cabinet a été partagé avec les représentants du personnel afin qu'ils puissent échangés avec l'administration et être éclairés avant de se prononcer sur les choix de procédures.

\*

\*\*

Il vous est proposé de valider les propositions suivantes :

- dans le cadre de la santé, après avoir recueilli l'avis du comité technique, il est proposé comme dispositif, la labellisation avec participation au financement des contrats et règlements auxquels les agents choisissent de souscrire.

**Le montant mensuel de la participation est fixé à 10 euros nets par mois par agent ; soit 120 euros nets par an et par agent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.**

**Pour l'ouverture des droits, les agents communiqueront à l'Administration les justificatifs nécessaires pour apprécier la labellisation. L'Administration sera fondée à demander la mise à jour périodique de ces justificatifs. A défaut de communication, le versement de la participation pourra être suspendu après information des agents concernés. Enfin, les agents s'engagent à informer leur Administration de tout changement de contrat.**

Afin de faciliter la transition du contrat de groupe à la labellisation, le Sdis 76 réalisera une information générale et individuelle auprès de ses personnels dès la rentrée de septembre 2019. Un suivi plus précis sera mis en place pour les agents et retraités qui bénéficiaient du contrat de groupe Eovi.

- dans le cadre de la prévoyance, après avoir recueilli l'avis du comité technique, il est proposé un conventionnement avec participation financière pour un coût évalué à ce stade à 160 000 € par an. A cette fin, le président du Conseil d'administration est autorisé à lancer une procédure de mise en concurrence.

Le cahier des charges devra présenter toutes les garanties de solidarité permettant l'atteinte de l'objectif d'une augmentation du taux de couverture des agents du Sdis 76 avec une enveloppe budgétaire comparable et prévoir un dispositif d'options permettant aux agents qui le souhaiteraient d'accéder à un niveau de couverture supérieur moyennant une contribution supplémentaire de leur part.

A l'issue de la consultation, les représentants du personnel seront associés à l'analyse des offres puis pour le choix final dans le cadre du comité technique.



Enfin, il sera mis en place un plan de communication à l'échelle de l'établissement pour la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire.

Lors de sa séance du 03 juillet 2019, le comité technique a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à l'unanimité sur le rapport amendé.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-060-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019  
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**André GAUTIER**

